à Henri II pour le supplier de conjurer le danger par une prompte intervention. Ils lui remontrèrent que, si la modération l'emportait, l'Eglise était perdue et l'autorité royale renversée, puisque les modérés « ne tenoyent aucun compte de ses loix et ordonnances. »

Le roi prit au sérieux cet avertissement et, allant tenir un lit de justice au parlement, comptant bien que sa seule présence suffirait pour intimider tout le monde. Le tour d'Anne Du Bourg arriva. Voici en substance ce qu'il dit. Il parla d'abord de la Providence, à qui tout doit obéissance ; puis, passant en revue les divers crimes qui se commettaient chaque jour, il dit qu'il en était d'abominables, qui non-seulement n'étaient pas permis, mais pour lesquels on professait une tolérance presque respectueuse : comme les blasphèmes contre la majesté divine, les parjures, les débordements de la chair et l'adultère ; quant à l'accusation de lèse-majesté portée contre les hérétiques luthériens, il la déclara fausse et mensongère, attendu que les hérétiques prisent Dieu pour le roi ; que le seul reproche mérité par eux était de demander l'abolition des abus et des vices de l'Eglise romaine, fait pour lequel on ne pouvait les condamner à mort. « Ce n'est pas chose de petite importance, dit-il en terminant, que de condamner ceux qui invoquent au milieu des flammes le nom de Jésus-Christ. » Le roi, qui avait l'oreille chatouilleuse à l'endroit de l'adultère, puisque ce moment même Diane de Poitiers était sa maîtresse, le roi qui n'était pas habitué à voir ses sujets lever la tête devant lui, en conçut une violente colère et résolut de se venger promptement. Séance tenante, Du Bourg fut arrêté et conduit à la Bastille. L'événement produisit une sensation générale ; mais « les plus sensez, dit Crespin, voyoient avec douleur que le roi, poussé par de mauvais conseils, fut venu au parlement pour renverser l'ordre des loix, dont il devoit estre le protecteur. » Une commission de six membres fut nommée pour instruire le procès. Anne Du Bourg demanda pour juges les membres du parlement, mais le roi les jugea suspects. Dans la commission nommée par ses ordres figuraient Eustache Du Bellay, évêque de Paris et l'inquisiteur Démocharès. L'interrogatoire qu'on fit subir à l'accusé est mémorable à divers titres. On lui demanda s'il croyait aux traditions de l'Eglise. Il répondit qu'il y croyait en tant qu'elles sont prescrites par l'Evangile. « L'Eglise romaine n'a puissance sur nous autres, dit-il, si ce n'est en tant qu'elle est conforme à la pure doctrine de Dieu ; elle ne peut nous obliger à autres commandements, pour la nécessité de notre salut, qu'à ceux auxquels nous sommes obligez par la parole de Dieu.... Quant aux conciles, ce sont constitutions des hommes.... Il y a contradiction et répugnance entre eux. Mesme les uns commandent d'abattre les images qui estoyent es temples ; les autres ont commandé de les remettre. Les uns ont défendu aux mariez d'estre prestres, aux prestres de se marier ; les autres l'ont permis. Les uns ont permis aux bohêmes de recevoir la saincte cène sous les deux espèces, les autres l'ont permis aux prestres seulement. » Sur le chapitre des sacrements et de l'adoration des saints, sa réponse fut également belle : « La communion et commémoration des saincts nous servent d'exemple à imiter leurs efforts contre le trône des Bourbons, nous a commandé le prier, et s'adresser à luy directement, qui est notre moyenneur envers Dieu son Père, et est jaloux de ceste gloire. Et quant à ce que nous a fait cest honneur de nous asseurer qu'il intercédera pour nous, n'est jà besoin de nous addresser à autre qu'à luy, et serions grandement ingratz de mespriser cest honneur qu'il nous a fait de vouloir luy-mesme estre nostre advocat ; comme il est escrit qu'il a purgé nos fautes par son sang précieux, ce seroit un grand blasphème de dire qu'il ne les est purgées suffisamment, et qu'il y eust un autre purgatoire que sa mort et sa passion. Et quant à la vénération des reliques des saincts, depuis que l'esprit est party de leurs corps, ne les faut vénérer ; ce n'est qu'un corps sans âme et sans esprit. »

Dans l'intervalle de ce procès, Henri II était mort ; mais les Guises, tout-puissants sous son successeur mineur, se montrèrent encore plus acharnés contre le malheureux Du Bourg, qui fut condamné. Il en appela alors au parlement, qui rejeta son appel une première fois, et ne voulut s'occuper de ce procès que sur lettres patentes du roi. En même temps, Du Bourg lui adressait sa confession de foi, qui fut sa sentence de mort. En effet, le 21 décembre, le parlement rendit l'arrêt suivant : « Veu par la court le procès criminel et extraordinaire faict à l'encontre de Me Anne Du Bourg, conseiller du roi de ladicte court, accusé du crime d'hérésie ;... et tout consulté, il sera dit que ladicte court a déclaré et déclare ledict Du Bourg deuement atteint et convaincu d'hérésie, plus à plain mentionné au procès criminel contre luy faict, et que hérétique, sacramentayre, pertinax et obstiné, l'a condamné et condamne à estre pendu et guindé à une potance qui sera mise et plantée en la place de Grève devant l'Hostel de cette ville de Paris, lieu plus commode, en dessoubs de laquelle sera faict un feu dedans lequel ledict Du Bourg sera gecté, ars, brulé et consummé en cendres ; et a déclaré et déclare tous et chacuns ses biens estans

en pays où confiscation a lieu, acquis et confisquez, suyvant les édictz et ordonnances du roy. » Signé De Thou et Barthélemy.

Le supplice eut lieu deux jours après sur la place de Grève. Au pied du gibet, Du Bourg s'écria : « Mes amis, je ne suis point ici comme un larron ou un meurtrier, mais c'est pour l'Evangile. » En montant l'échelle, il dit à plusieurs reprises : « Mon Dieu, ne m'abandonne pas, de peur que je ne t'abandonne. » Sa mort excita dans toute la France de douloureux regrets.

DU BOURG (Léonore-Marie DU MAINE, comte), maréchal de France, né en 1655, mort en 1739. Il accompagna Louis XIV, en qualité de mousquetaire, aux sièges de Maestricht et de Dôle, assista à la prise de Condé, au siége de Valenciennes, devint, en 1677, colonel du régiment de Royal-cavalerie, et se distingua à Ypres, à Gand, à Hambourg, à Bitche (1679), à Larmont de Flandre (1683). Nommé brigadier en 1690, maréchal de camp en 1693, lieutenant général en 1702, il se conduisit brillamment à la bataille d'Hochstedt en 1703, et remporta une victoire complète sur les impériaux à Rumersheim (1709). Du Bourg reçut pour ce fait d'armes le bâton de maréchal de France (1724).

DUBOURG (Louis-Guillaume-Valentin), archevêque de Besançon, né à Saint-Domingue en 1766, mort en 1833. Il fit ses études au séminaire Saint-Sulpice, à Paris, passa en Espagne pendant la Terreur, puis en Amérique, fut pendant plusieurs années directeur du collége des sulpiciens à Baltimore, s'occupa avec beaucoup de zèle de l'instruction religieuse des nègres, obtint, en 1803, l'évêché de la Louisiane, et s'y consacra tout entier à la conversion des sauvages, qui ne l'appelaient que le *Père des blancs*. Pendant un voyage qu'il fit à Lyon, en 1815, il y fonda l'association pour la propagation de la foi. L'état de sa santé le décida à revenir en France. Nommé bientôt après évêque de Montauban (1826), il fut promu à l'archevêché de Besançon en 1830.

DUBOURG-BUTLER (le comte Frédéric), général français, célèbre par le rôle qu'il joua dans les journées de juillet 1830, né à Paris en 1778, mort en 1850. Il eut une vie singulièrement remuante. Elève de marine à l'époque de la Révolution, il alla en Vendée défendre la cause royale, fut blessé et fait prisonnier, puis sauvé par une femme au moment où il allait être fusillé, et passa dans l'armée de l'Ouest, alors commandée par Bernadotte. Après avoir servi sous celui-ci comme officier d'état-major, il l'accompagna en Suède, mais dut revenir en France, Napoléon ayant rappelé tous les militaires que le prince royal avait emmenés avec lui. Chef d'état-major d'une division polonaise pendant la campagne de 1813, il fut blessé entre les mains des Russes, rentra en 1814, fut chef d'état-major du ministre de la guerre Clarke, suivit le roi à Gand, prit part à la rédaction du *Moniteur* qui se publiait dans cette ville, reçut, à la deuxième Restauration, le commandement de l'Artois, mais tomba promptement en disgrâce, pour s'être élevé contre les excès des ultra-royalistes. Après avoir vécu quinze ans ignoré, Dubourg apparaît tout à coup, le 29 juillet 1830, au milieu du peuple en armes, dont il dirige les premiers efforts contre le trône des Bourbons. Il se rend à l'Hôtel de ville, où il est acclamé aux cris de *Vive le général Dubourg !* mais à peine était-il installé que La Fayette arrive, et qu'il lui remet sa dictature éphémère, en s'écriant : « A tout seigneur tout honneur. » Bientôt le duc d'Orléans vint à son tour se faire reconnaître lieutenant général du royaume. Au moment où le prince allait quitter le balcon de l'Hôtel de ville, Dubourg s'avance, et, lui montrant la place de Grève couverte d'hommes armés, prononce ces paroles, que l'histoire a recueillies : « Prince, vous passez pour honnête homme : je veux le croire ; vous venez de prendre des engagements envers la nation ; vous connaissez nos droits et nos besoins : ne les oubliez jamais, car ce peuple vous rappellerait qu'on ne viole pas impunément son serment. » Dubourg disparut de nouveau de la scène, pour n'y plus reparaître. Lorsque, dix-huit ans plus tard, sa prophétie se fut réalisée, il reçut du gouvernement républicain une pension de retraite de général de brigade. On prétend qu'il s'est suicidé en avalant une forte dose d'opium.

DUBOURNIOL (Henri), ingénieur et littérateur français. V. BOUCHON-DUBOURNIOL.

DUBOURY (Louis-Fabrice), peintre et graveur hollandais, né à Amsterdam en 1691, mort en 1775. Il reçut les leçons de J. Laireese et de J. van Huysum, peignit avec succès des scènes d'intérieur, des sujets galants, des plafonds remarquables, et grava des estampes dans la manière de son ami Bernard Picart. Les compositions de cet artiste ont, en général, de la grâce et sont pleines de goût.

DUBOY DE LAVERNE (Philippe-Daniel), directeur de l'imprimerie nationale, né à Trechâteaux (Côte-d'Or) en 1755, mort en 1802. Il succéda à Anisson-Duperron en 1793, sut ajouter, au milieu de ces temps de crise, à l'ancienne splendeur de l'établissement confié à ses soins, fit transporter de Rome à Paris les caractères orientaux de la Propagande, et organisa avec autant de rapidité que d'intelligence l'imprimerie française, grecque et arabe destinée à l'expédition d'Egypte.

DU BOYS (Siméon), érudit français. V. DUBOIS.

DUBOYS (Jean-Charles), auteur dramatique et romancier français, né à Angoulême le 5 novembre 1836. Ses études terminées au collége de sa ville natale, il se fit recevoir bachelier ès lettres et ès sciences, puis vint à Paris pour y suivre les cours de l'Ecole de médecine. Lié avec des écrivains, Amédée Rolland et Charles Bataille entre autres, qui commençaient à se faire connaître, il abandonna, dès la seconde année, le scalpel, pour se vouer entièrement à la littérature, et débuta, vers 1866, à la *Revue de Paris* ressuscitée par Gérard de Nerval, où il publia diverses saynètes versifiées sous le titre : les *Comédies de l'amour*.

En 1859, il aborda résolûment le théâtre et porta à l'Odéon une comédie en cinq actes et en vers, le *Marchand malgré lui*, écrite en collaboration avec Amédée Rolland, et qui obtint un éclatant succès.

Encouragés par leur réussite, les deux amis donnèrent, quelque temps après, au même théâtre, le *Mariage de Vadé*, comédie en trois actes et également en vers. Toujours avec la collaboration de Rolland, Duboys fit jouer, à l'Ambigu, un drame en cinq actes, *Godet Rousselle*, dans lequel il avait singulièrement agrandi et poétisé le héros de la chanson populaire.

Ayant ainsi fait l'essai de ses forces, Duboys résolut de marcher seul, et fit recevoir à la Comédie-Française une pièce en quatre actes et en vers, la *Volonté*, qui fut sérieusement critiquée par la presse. L'auteur n'était point resté au-dessous du formidable sujet qu'il avait attaqué de front. Malgré l'accueil honorable fait à sa pièce, M. Duboys déserta pendant quelque temps le théâtre et s'adonna au roman. Il y réussit promptement, dans diverses feuilles, les *Femmes de province* (recueil de nouvelles) ; les *Mariages de province*, la *Jeunesse amoureuse*, *Mon oncle Claude*, *Combe-Noire*, la *Comtesse de Montecristo*, un des grands succès de la *Petite Presse* ; *Mary Anne et Anne Mary*, au *Moniteur* ; l'*Ange gardien*, à l'*Etendard* ; le *Curé Mariette*, au *Temps*.

Nous connaissons encore de lui deux autres productions : *Pomme de reinette et pomme d'api* et l'*Histoire véritable de Riquet à la houppe*, publiées toutes deux dans le *Paris-Magazine*.

En janvier 1869, le soir même du jour où fut, pour la première fois, représenté à l'Odéon le *Passant*, de François Coppée, M. Duboys fit jouer sur la même scène ses *Comédies de l'amour*, adaptation au théâtre des saynètes qu'il avait publiées dans la *Revue de Paris*. Cette dernière production fut jugée assez sévèrement.

Depuis ce jour, M. Duboys a quitté Paris et s'est retiré dans une campagne près d'Angoulême. Au moment même où nous écrivons cette biographie, il n'a pas redonné signe de vie littéraire. A-t-il été découragé par le quasi-échec de sa comédie ? Nous ne le pensons pas. Le caractère ainsi notre écrivain est trop fortement trempé pour s'émouvoir à ce point d'un insuccès relatif. Nous espérons donc voir prochainement M. Duboys reparaître dans la littérature, et de nouveau ses œuvres longuement méditées, pièce de théâtre amoureusement ciselée, ou roman aux ingénieuses et émouvantes combinaisons.

DUBOYS-FRESNEY (Joseph), homme politique français, né à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) en 1812. Fils d'un officier supérieur, il était, depuis un an, élève de l'Ecole polytechnique, lorsqu'il fut accusé, en 1833, d'avoir trempé dans une conspiration républicaine, et traduit en cour d'assises. Bien que le jury eût prononcé son acquittement, M. Duboys-Fresney dut quitter l'Ecole. En 1848, son républicanisme de vieille date le fit choisir par les électeurs de la Mayenne pour les représenter à la Constituante.

Il vota avec le parti républicain de la nuance du *National*, se prononça contre la politique présidentielle, adhéra à la demande de mise en accusation du chef du pouvoir exécutif lors de la déplorable expédition de Rome, et rentra dans la vie privée à l'expiration de son mandat.

DUBOYS-REYMOND (Emile), un des plus grands physiologistes de l'Allemagne contemporaine, né à Berlin le 7 novembre 1818. Son père, originaire du pays de Neufchâtel, s'était fixé à Berlin en 1804 et avait été conseiller du roi jusqu'en 1848. Sa mère était une descendante des réfugiés français de Berlin, expatriés lors de la révocation de l'édit de Nantes. M. Duboys-Reymond n'appartient donc à l'Allemagne que par l'éducation. Il fit ses études à Berlin et à Bonn, et, après s'être occupé de philosophie et de théologie, il étudia les mathématiques, la physique et la chimie. Il se fit recevoir docteur en médecine en 1843. Tout jeune encore, il reçut les conseils du grand physiologiste Jean Müller, qui le décida à tourner son activité vers cette branche des sciences. L'illustre Müller lui assigna même le sujet spécial où M. Duboys-Reymond s'est rendu célèbre, l'électricité animale, partie de la physiologie jusqu'alors trop délaissée. Un premier mémoire publié dans les *Annales de*

Poggendorf (1843), trois volumes considérables d'un ouvrage de premier ordre, *Recherches sur l'électricité animale* (1848, 1849 et 1860), lui méritèrent rapidement une grande renommée. En 1849, Alexandre de Humboldt fit part à l'Académie des sciences de Paris de quelques-uns des faits d'électricité animale découverts par M. Duboys-Reymond. Cette communication fut d'abord reçue avec méfiance et les expériences dont furent chargés MM. Becquerel et Despretz donnèrent des résultats négatifs. Mais, l'année suivante, M. Duboys-Reymond se rendit à Paris avec ses appareils et fit reconnaître la parfaite exactitude de ses découvertes par une commission composée de MM. Magendie, Rayer, Becquerel, et Pouillet rapporteur. Nommé membre de l'Académie des sciences de Berlin en 1851, M. Duboys-Reymond a depuis lors publié de nombreux travaux d'un intérêt scientifique tout spécial. Par son enseignement à la Faculté de médecine de Berlin, par ses savantes leçons, données à Londres en anglais pendant trois ans à la Royal-Institution, sous la direction de Faraday, par sa collaboration aux derniers travaux de Jean Müller, il conquit rapidement, outre la célébrité, une très-grande influence sur la direction du mouvement scientifique en Allemagne. A la mort de son maître (1858) il eut l'honneur de lui succéder dans la chaire de physiologie qu'il occupe depuis lors. Il a créé un laboratoire de physiologie expérimentale d'où sont sortis déjà un grand nombre de jeunes physiologistes des plus distingués (Heidenheim, Pflüger, Berold, Munk, Kühne, Hermann, Bernstein, Rosenthal, etc.). Il est aujourd'hui considéré comme chef d'école et son nom représente une tendance de plus en plus puissante dans la science contemporaine de l'Allemagne. Le principe fondamental par lequel il a principalement contribué à la transformation des méthodes physiologiques est la réunion de l'observation et de l'expérience soi-disant vitaux avec tous les moyens que fournit l'expérience, exactement de la même manière que s'il ne s'agissait que de phénomènes physiques et chimiques très-compliqués ; considérer, par conséquent, la prétendue *force vitale* comme une de ces créations métaphysiques dont la science d'autrefois était encombrée. M. Duboys-Reymond a appliqué particulièrement ces théories à l'étude des nerfs et des muscles ; et c'est à la surtout qu'au lieu de fluides ou de forces vitales il a fait intervenir des connaissances de mathématiques, de mécanique et de physique plus précises et plus approfondies qu'on ne l'avait fait avant lui. Il est, avec Helmholtz, Ludwig et Brucke, un des savants qui ont le plus puissamment contribué à inaugurer ce que les jeunes physiologistes allemands appellent l'*ère nouvelle*, celle de la *science positive*. Leurs adversaires disent : la *science matérialiste*, épithète évidemment impropre. Parmi ses écrits, qui sont presque tous exclusivement destinés aux savants spéciaux, nous signalerons cependant l'*Eloge historique de Jean Müller*, qui contient une sorte d'histoire des sciences anatomiques et physiologiques pendant la première moitié du xixe siècle. M. Duboys-Reymond est depuis 1867 secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de Berlin.

DUBRAY (Gabriel-Vital), statuaire, né à Paris en 1818. Elève de Ramey fils, il eut un instant l'idée d'entrer dans la carrière par la porte de l'Ecole des beaux-arts ; mais, se ravisant bientôt, il s'éloigna de ce milieu dogmatique pour travailler en pleine liberté. Il débuta au Salon de 1840 par un *buste* qui passa inaperçu, bien qu'il eût des qualités de physionomie et de ressemblance. Il ne reparut à là, avec 1,500 hommes, il tint pendant trente-trois jours contre l'armée de Wellington. Crée, pour ce fait d'armes, baron de l'empire et promu peu après général de division, il combattit en Allemagne en 1813 et se distingua à Hanau. La première Restauration le fit chevalier de Saint-Louis et commandant des Valenciennes. Après les Cent-Jours, il fut nommé commandant de la 5e division militaire, puis élevé à la pairie en 1819.

DU BREUIL (Guillaume), jurisconsulte français, né à Figeac (Quercy), mort vers 1345. Il fut avocat au parlement de Paris, acquit une grande réputation de savoir, fut chargé de plusieurs considérables et devint fort riche. On a de lui un ouvrage intitulé : *Stylus curiæ parlamenti Franciæ*, publié vers 1330. Quelques-unes des doctrines de ce jurisconsulte ont passées dans les ordonnances de nos rois.

DUBREUIL (Toussaint), peintre français du xvie siècle, mort en 1603. On n'a aucun renseignement sur le lieu et sur la date de sa naissance. Tout ce que l'on sait de lui, c'est que, élève de Freminet, il suivit son maître à la cour de Henri IV, qui lui confia plusieurs travaux, entre autres l'achèvement de l'*Histoire d'Ulysse*, que le Primatice avait commencé de peindre à Fontainebleau. Dubreuil a travaillé aussi à la galerie d'Apollon ; mais de M. Dubray, cette direction nouvelle fut une grande surprise. Aucun d'eux n'eût supposé que l'art officiel devait absorber entièrement ce jeune statuaire et être le but suprême de ses aspirations. L'avenir ne leur laissa plus aucun doute. L'Exposition universelle de 1855 nous montre, en effet, M. Dubray exposant un buste de *M. Rouher* et un

Amour vainqueur commandé par les Tuileries. Ces deux morceaux, conçus sous une fâcheuse influence, étaient si peu réussis, que le jury, malgré toute sa bonne volonté, ne put leur attribuer de récompense. M. Vital Dubray n'y perdit rien, car, deux années plus tard, en 1857, il était décoré de la Légion d'honneur à l'occasion des deux statues de Joséphine, placées l'une à Paris près de l'Arc-de-triomphe et l'autre à la Martinique, et pour quatre grandes figures décoratives du nouveau Louvre, *Clodion*, *Sully*, *Lannes* et l'*Eté* Depuis, il exécuta un *Cardinal Feach* pour la ville d'Ajaccio ; *Joseph Pothier*, en 1859 ; le *Colonel Abattucci* en 1861, l'*Incorrigible* et plusieurs bustes en 1863 ; enfin un *Napoléon Ier* en 1865 ; à cette époque il fut élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur. Ces travaux, d'une habileté d'exécution incontestable, mais sans caractère, sans physionomie propre, ne purent avoir d'autre résultat que de l'affermir de plus en plus dans la voie qu'il avait choisie. Le *Saint Bernard* de 1866, dont le modèle avait passé inaperçu en 1855, et le *Portrait de M. A. Godillot* ; le *Portrait du poète Jasmin*, et celui de Mme *A. Q.* ne firent que continuer la manière adoptée par le statuaire des Tuileries ; nous devons autant d'*Œdipe et le Sphinx* (1868), du *Joseph Bonaparte* (1869) et d'une foule d'autres productions plus ou moins importantes, connues seulement de ceux qui les ont commandées ou achetées, sans en excepter le *Portrait de Mme D.*, buste de marbre, du Salon de 1870. M. Dubray a-t-il été plus heureux dans ses travaux de commande officielle ? Nous le voudrions pouvoir répondre affirmativement ; mais ses dix bas-reliefs de bronze exécutés pour le piédestal de la statue de Jeanne Darc à l'Hôtel de ville et représentant les principaux épisodes de l'histoire de l'héroïne (1861) ; le *Saint Benoît* de Saint-Etienne-du-Mont, et le *Frontal de la Médire de la Gaîté* (1863) ne sont pas de taille à faire oublier les travaux précédentes. Nous aurions moins insisté peut-être sur la valeur modeste de l'œuvre de M. Dubray, si nous ne lui reconnaissions quelques-unes des plus brillantes. Nous le répétons, le statuaire officiel avait l'étoffe d'un artiste véritable, et il serait aujourd'hui d'un rang plus élevé, s'il avait mieux aimé faire de l'argent que faire de l'art.

DUBRAW (Jean), historien allemand, né à Pilsen (Bohême), mort en 1553. Après avoir fait ses études de droit en Italie, il devint conseiller de l'évêque d'Olmutz, fut chargé par lui d'affaires importantes, prit part à la tête des troupes envoyées à Vienne par ce prélat pour combattre les Turcs et se signala en diverses rencontres. Par la suite, Dubraw fut nommé à l'évêché d'Olmutz et devint président de la chambre instituée pour juger les rebelles de Smalkalde. Ses principaux ouvrages sont : *Historia regni Bohemiæ ab initio Bohemorum* (Gunther, 1553 ; in-fol.), et *Depiscinis libriquinti* (Zurich, 1557, in-8°).

DUBRETON (Jean-Louis), général français, né à Ploërmel en 1773, mort en 1855. Il s'engagea en 1790, fit les campagnes de l'armée du Nord et de la Vendée et fut grièvement blessé à Quiberon. Il fut nommé général de brigade en 1795, le grade de capitaine. Il passa alors à l'armée d'Italie, conquit, en peu de temps, le grade de général de division, les épaulettes de chef de bataillon, fut envoyé à Saint-Domingue avec le général Leclerc et nommé, en 1803, chef de brigade. Fait prisonnier par les Anglais la même année, à la suite de l'évacuation de l'île, il revint peu après en France, fit les campagnes de Hollande et d'Allemagne, et fut plus tard (1811) envoyé en Espagne, où il se signala contre les guérillas et à la défense de Burgos. là, avec 1,500 hommes, il tint pendant trente-trois jours contre l'armée de Wellington. Crée, pour ce fait d'armes, baron de l'empire et promu peu après général de division, il combattit en Allemagne en 1813 et se distingua à Hanau. La première Restauration le fit chevalier de Saint-Louis et commandant des Valenciennes. Après les Cent-Jours, il fut nommé commandant de la 5e division militaire, puis élevé à la pairie en 1819.

DU BREUIL (Bertrand), diplomate savoisien, né à l'Isle-en-Bugey en 1509, mort à Nantua en 1565. Il appartenait à une ancienne et noble famille. Admis fort jeune à la cour de Charles, duc de Savoie, il gagna la confiance de ce prince, qui l'envoya en ambassade auprès de François Ier, lorsque ce monarque l'eut dépouillé de ses Etats. Le successeur de Charles, le duc Emmanuel-Philibert, dépêcha de nouveau Du Breuil en France pour y renouer les négociations qui n'avaient point abouti. Cette fois, l'ambassadeur obtint un plein succès. Henri II donna au duc en mariage sa sœur Marguerite.

Son fils, Antoine DU BREUL, mort à Turin en 1601, embrassa la carrière des armes, se conduisit vaillamment pendant les guerres de Provence et reçut du duc Charles-Emmanuel Ier, en récompense de ses services, le titre de conseiller d'Etat (1589).

DUBREUIL (Jacques), historien français, né à Paris en 1528, mort dans cette ville en 1614. Après avoir étudié à l'Université, il prit l'habit à Saint-Germain-des-Prés et se fit estimer et honorer pour sa piété, son caractère, ses connaissances. Elu, non près la l'abbaye de Brantôme, en Perigord, il revint à Paris et enfin fut abbé de Saint-Allyre, à Clermont-Ferrand. On a de lui : *Vie de Charles de Bourbon, cardinal* (Paris, 1612, in-4°) ; les *Fastes et antiquités de Paris* (Paris, 1605, 1608, in-8°) ; *Supplementum antiquitatum urbis Parisiensis, de Sancti-Mauri Fossatensis monachi* (Paris, 1614, in-4°) ; une *Histoire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés* (manuscrite). Le P. Dubreul, qu'on ne consulte plus guère, a été l'éditeur des *Œuvres de saint Isidore de Séville* (Paris, 1601, in-fol.) ; d'*Aimoin* (Paris, 1603, in-fol.). On trouve dans cette édition : *De Aimoino judicium* et *Chronicon regalis monasterii sancti Germani a pratis* ; l'*Histoire du siége de Paris*, par les Normands (d'Abbon), et autres curiosités. Enfin le P. Dubreul a fait imprimer les constitutions de la congrégation du Mont-Cassin en 1604, et la règle de Saint-Benoît en 1610.

DUBRIS, nom ancien de DOUVRES.

DU BROULLAT (Jacques), archevêque d'Arles au xve siècle. Il embrassa le protestantisme, s'attacha dès lors au prince de Condé et fut dépouillé de ses bénéfices, par arrêt du parlement de Paris, en 1562. On croit néanmoins, et cela se lit dans la *Gallia christiana*, qu'il prit, en 1564, les titres d'abbé et de comte de Lagny. « La *Gallia christiana*, disent MM. Haag, accuse l'abbé de Lagny d'avoir, lors de la première guerre de religion, livré son monastère aux huguenots, qui y commirent d'aussi grands excès que dans la ville. Il est étrange que les historiens protestants ne fassent aucune mention de Du Broullat. On dit qu'il se retira en Allemagne. Ce qui est certain, c'est qu'il mourut après 1575, date qui nous est fournie par le testament de sa mère. »

DUBROWNIK, nom slave de RAGUSE.

DUBROWSKI (Pierre), pédagogue russe, né à Kiew en 1813. Après avoir terminé ses études à l'université de sa ville natale, il vint en Pologne, où il enseigna pendant plusieurs années la langue russe, fut censeur à Varsovie de 1845 à 1851, devint à cette époque professeur de langue polonaise à l'institut pédagogique de Saint-Pétersbourg et fut plus tard nommé membre de l'Académie de cette ville, section de philologie. On a de lui plusieurs ouvrages élémentaires, entre autres : le *Comenius russe-polonais* (1843) ; *Dictionnaire polonais-russe, administratif et judiciaire* (1847) ; *Description de Varsovie en russe* (1850) ; *Instruction pour la formation de médecins militaires* (1851). Il avait rédigé quelque temps à Varsovie l'*Aurore*, recueil consacré aux questions slaves et écrit en russe et en polonais.

DUBRUEL (Pierre-Joseph), homme politique français, né à Rignac (Rouergue) en 1760, mort en 1828. Conseiller au présidial de Rodez lorsque la Révolution éclata, il compta au nombre des partisans des idées nouvelles, fut administrateur de son district pendant la Terreur, entra au conseil des Cinq-Cents en 1795, prit une part active aux travaux de ce corps et en sortit en 1799, après s'être prononcé en faveur des mesures de modération et avoir demandé la mise en liberté des prêtres détenus. Dubruel remplit ensuite les fonctions de juge de paix dans sa ville natale, vota pour le consulat et l'empire, puis devint successivement proviseur du lycée de Marseille et celui de Versailles. Anobli par Louis XVIII en 1814, il fut élu membre de la Chambre des députés en 1816 et réélu en 1821, en 1824 et en 1827. Il vota constamment avec la majorité monarchique, adopta complétement les idées rétrogrades et absolutistes de Bonald, et se fit surtout remarquer, dans cette dernière phase de sa vie politique, par une proposition tendant à obtenir la révision de notre législation sur les effets de la puissance paternelle (1817). Partant de cette idée que l'affaiblissement du pouvoir du père était la cause des plus grands désordres, il demanda que l'époque de la majorité des enfants fût fixée à vingt-cinq ans, et que le père pût les tenir dans une entière dépendance. Cette proposition, d'abord prise en considération et mise à l'étude, finit par être abandonnée.

DUBRUNFAUT (Augustin-Pierre), chimiste français, né à Lille en 1797. Il professa la chimie industrielle à l'école de commerce de Paris, s'attacha à propager la connaissance de la chimie appliquée à l'industrie, s'occupa d'une façon toute particulière de la fabrication du sucre de betterave et abandonna l'enseignement en 1833, pour mettre ses théories en pratique. Ses intéressants travaux lui ont valu, entre autres récompenses, une médaille d'honneur à l'exposition universelle de 1855. Indépendamment de mémoires, de brochures, d'articles insérés dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences*, dans le *Dictionnaire du commerce et des marchandises*, etc., il a publié : *De la fabrication du sucre de betterave* (1822) ; *De l'art de la distillation* (1824).

DUBS (Jacques), homme politique suisse, né à Affoltern (canton de Zurich) en 1822. Il étudia le droit aux universités de Berne, d'Heidelberg et de Zurich, et, après avoir successivement rempli plusieurs fonctions administratives et judiciaires dans son canton, devint, en 1849, juge d'instruction près la cour fédérale, dont il fut plus tard nommé membre et enfin président. Dès son entrée dans la carrière judiciaire, il s'était rangé parmi les membres les plus décidés et les plus énergiques du parti libéral ; aussi, immédiatement après la guerre du Sonderbund (1847), fut-il élu par son district au grand conseil de son canton, dont la présidence lui a été decernée à différentes reprises. Journaliste et publiciste de talent, il défendait en même temps avec le plus grand succès la cause de ses amis politiques d'abord contre le parti conservateur (1851), puis contre une fraction de démocrates socialistes. La lutte qu'il engagea avec ces derniers en 1854, au sujet des élections au grand conseil, aboutit pour lui à une victoire complète. Ces élections eurent pour résultat le renouvellement des membres du gouvernement, parmi lesquels Dubs fut lui-même élu, et dont il obtint, en 1855, la présidence, en remplacement d'Escher, en même temps qu'il était appelé à la direction de l'instruction publique, et nommé membre du conseil ecclésiastique. Il occupa ces deux postes jusqu'en 1861, et signala son administration en faisant voter la loi sur l'instruction publique et la loi de révision sur les cultes dans le canton de Zurich. Il fit également décider l'établissement du chemin de fer de Zurich à Lucerne, qui est aujourd'hui celui que prennent presque exclusivement ceux qui parcourent cette partie de la Suisse. Dès 1849, il avait également été élu par sa ville natale membre du conseil national helvétique, où, quoique plus jeune que tous ses collègues, il les surpassa bientôt par son activité et ses talents naturels, et eut surtout une grande part au remaniement de la constitution fédérale. En 1854, il devint président de cette assemblée, et entra peu après au conseil des Etats ou conseil fédéral, dont il a fait partie jusqu'en 1861, et à la présidence duquel il a encore été appelé. Ce conseil l'a même élu premier membre de toutes les commissions de

DUBU (Pierre-Louis-Georges, comte de), ingénieur-administrateur français, né le 23 avril 1734, au manoir de Beauvoir, dans la paroisse de Tortizambert (Calvados), mort le 17 octobre 1809, à Vieux-Condé (Nord). Une notice insérée par M. Barre de Saint-Venant dans les *Mémoires de la Société des sciences*, de Lille, année 1865, est le seul document que nous ayons trouvé pour écrire la biographie du fondateur de l'hydrographie française. Tous les dictionnaires ont passé sous silence le nom pourtant si recommandable de Du Buat. Les recherches que nous avons faites nous permettent de réparer ce long déni de justice.

Issu de l'ancienne famille des Du Buat (en latin, *De Buato*), dont les diverses branches paraissent tirer leur origine de l'ancien château du Grand Buat (paroisse de Lignerolles), Pierre-Louis-Georges avait un frère aîné, Louis-Gabriel, qui s'est fait un nom distingué dans la diplomatie. L'écossais primordial des Du Buat figure au plafond de la salle de la deuxième croisade du musée historique de Versailles, année 1190.

A la mort de leur mère (1740), qu'ils conservent à peine, les jeunes Du Buat trouverent dans un ami de leur famille, l'austère chevalier de Folard, un précepteur dévoué qui se chargea de diriger leur éducation.

Pierre-Louis-Georges termina ses études à Paris et fut reçu ingénieur à l'âge de seize ans. Il fut employé, en 1754 et en 1755, aux travaux du canal de jonction de la Lys à l'Aa. Envoyé au port du Havre en 1756, il en fut détaché pour faire la campagne de cette année contre les Anglais, sur les côtes de la Bretagne et de la Normandie. C'est la même année qu'il fut admis dans l'ordre de Malte.

Le 6 août 1758, il épousa, à Condé-sur-Escaut, Jacqueline-Marguerite-Elisabeth, fille de Gérard Bosquet, seigneur du Hameau, alors âgée de dix-sept ans. Gérard Bosquet était l'un des principaux sociétaires et organisateurs de la compagnie des mines de charbon de terre d'Anzin, et en devint plus tard le régisseur.

Du Buat ne jouit pas longtemps de la vie de famille. Il dut prendre part aux campagnes sur le Rhin ; il reçut, au siége de Wesel, un coup de mitraille, et fut fait capitaine (1761). Sur les actes de naissance de trois de ses enfants, on voit qu'il prenait le titre de *capitaine d'infanterie, ingénieur du roy*.

A Valenciennes, il conduisit en chef, de 1763 à 1773, les travaux dits des fronts de la porte de Tournay, en faisant fonction d'ingénieur en chef, quoique sous les ordres du directeur des fortifications Demoulceau. Il adressa de Valenciennes au ministre, le 11 mai 1768, un mémoire remarquable resté inédit, *Sur le relief et le défilement des ouvrages de fortification, où l'on indique une nouvelle méthode pour déterminer le tracé de l'enceinte des places relativement aux divers terrains irréguliers qui peuvent se rencontrer*. On trouve dans ce mémoire, et pour la première

quelque importance qui ont été déléguées pendant cet intervalle, et, dans ces nouvelles fonctions, il a fait preuve des mêmes capacités. On lui doit, entre autres rapports, celui qui est relatif aux affaires de Neufchâtel (1856) et celui qui traite de la question de Savoie (1859). Sa conduite politique en cette dernière circonstance a amené une rupture complète entre lui et son ancien ami Stœmpfli, ainsi que les adhérents de ce dernier. Il n'en fut pas moins élu, à une grande majorité, membre du conseil fédéral à la mort de Furrer (1861) ; aux élections de 1863, il a été nommé premier membre de cette assemblée et président de la diète helvétique pour l'année 1864. En cette dernière qualité, il s'est montré le partisan décidé du traité de commerce avec la France et de l'émancipation des juifs dans l'intérieur des villes, question étroitement liée avec la précédente. Enfin, comme président du département de la justice, il s'est signalé par la promulgation d'un code de commerce pour toute la Suisse, ainsi que d'une loi sur les effets de commerce ; mais il a été moins heureux dans ses efforts pour abolir, par une loi fédérale, les inégalités de droit q

foi, l'idée si heureuse et si féconde de représenter un plan par son *échelle de pente*.

Promu, en 1771, au grade d'ingénieur en chef, dont il remplissait déjà les fonctions, Du Buat, après une courte résidence au Quesnoy, vers 1773, revint à Condé, sa patrie adoptive, et s'y fixa tout à fait. C'est sur ses plans et sous sa direction que fut construit (1774-1779) le bel hôtel de ville qui orne la principale place de Condé.

Chargé de la construction du canal du Jard (1773-1777), il fut nommé chevalier de Saint-Louis, le 29 novembre 1775 ; major le 1er janvier 1777 ; lieutenant-colonel et sous-brigadier en 1779 ; colonel en 1787, et désigné chef de brigade, directeur des fortifications de Lille. Mais, la même année, il quitta le corps du génie, ayant reçu, à titre de récompense, la place de lieutenant du roi à Condé, qu'il conserva jusqu'en 1791, époque de la suppression des états-majors. Son nom cessa dès lors d'être porté sur l'état militaire.

C'est de 1776 que date le commencement des recherches de Du Buat sur l'hydraulique. Son premier mémoire (1779), dédié au prince sous lequel il se servait qu'à la pente de son lit prise à la superficie du courant. La gravité est bien, dans les deux cas, la cause générale du mouvement ; mais, dans les eaux courantes il est une loi qui modifie ce principe, loi dont la découverte doit servir de base à l'hydraulique..... Je me mis donc à considérer que, si l'eau était parfaitement belle âme ; on y trouve peu de poésie, mais du style et de beaux passages, et beaucoup de livres se vendent qui ne la valent pas. »

Rentré en France le 17 juin 1802, il alla, avec les huit enfants qui lui restaient, se fixer à Vieux-Condé, où il acheta, sous le clocher, une modeste maison couverte de chaume, entourée d'un terrain de six ares. Il supporta avec résignation et courage la pauvreté et les dures humiliations qui ont coutume de l'accompagner. Peu à peu, cependant, il parvint à rentrer dans une faible partie de son ancien patrimoine, qui lui fut rendu à titre d'indemnité. Il passa le reste de ses jours dans l'étude des diverses branches des mathématiques et de l'art militaire, et dans la pratique de la dévotion et de la charité. C'est au retour d'une course de 12 kilomètres, faite à pied, malgré ses soixante-quinze ans, au siége de la compagnie d'Anzin, qu'il se trouva incommodé et mourut le lendemain.

M. Barré de Saint-Venant n'énumère pas moins de vingt-six manuscrits trouvés dans les papiers de Du Buat, portant tous sur divers sujets d'art militaire, de calcul, d'analyse, d'astronomie, de philosophie, etc., etc.

La femme de Du Buat est décédée le 22 janvier 1823, à Antoing, près de Tournay, en Belgique.

DU BUAT (Louis-Joseph, comte), septième fils du précédent, né à Valenciennes le 11 septembre 1767, mort à Hellemmes (Nord) le 7 mars 1839. Reçu élève sous-lieutenant à l'école du génie de Mézières, le 1er janvier 1786, sous le nom de Du Buat de Sasseignies, et nommé aspirant-lieutenant le 1er janvier 1788, il résida, de 1789 à 1791, à Cherbourg, puis à Brest. Capitaine le 8 janvier 1792, il fut envoyé à Montmédy, puis à Longwy. Cette place ayant été prise par les armées coalisées, il émigra en Allemagne, fit une campagne, en 1792, dans l'armée des Princes, et prit part, en 1793, à la défense de Maëstricht.

Rentré en France en 1800, il passa à Saint-Domingue, où il comptait trouver un emploi auprès de Pierre Benezech, qui venait d'être nommé préfet colonial de cette île. Mais Pierre Benezech mourut de la fièvre jaune, qui moissonna une partie de l'armée française d'expédition. Louis-Joseph Du Buat revint en France ; il fut nommé, en 1803, professeur de mathématiques à l'École régimentaire d'artillerie qui venait d'être fondée à Rennes. Il passa, en 1805, en qualité de professeur de mécanique à l'École d'application de Metz. Il fut décoré de l'ordre de Saint-Louis en 1815 et reçut l'autorisation de rentrer comme capitaine dans le corps qui lui était si cher, d'y prendre rang à dater du 8 février 1792. Nommé sous-inspecteur des études à l'École polytechnique, en 1816, il fit partie du conseil d'administration de cette école ; fut décoré de la Légion d'honneur en 1822, et promu au grade de chef de bataillon en 1824. Mis, en 1829, au traitement de réforme, il se retira dans son château d'Helbuisson, où il reçut, en 1832, le brevet de sa retraite de 1,000 fr. Il a laissé un mémoire *Sur le lever des plans et sur la réduction des angles à l'horizon*, qui a été inséré au n° 2 du *Mémorial de l'officier d'artillerie;* trois *Mémoires sur la mécanique*, et plusieurs articles, fournis de 1813 à 1816 aux *Annales de mathématiques* de Gergonne.

Un peu poète, comme tous les Du Buat, bienfaisant, dévoté, Louis-Joseph vit le déclin de sa carrière attristé par une douleur dont il ne se consola pas : la plus jeune de ses filles épousa un protestant !

DUBUC (Guillaume), pasteur de l'Eglise d'Yverdun, mort en 1602. Il fut appelé comme professeur de théologie à Lausanne en 1591. En acceptant cette place, il avait signé une *Confession de foi ce la doctrine de Jésus-Christ*, confession composée de dix-sept articles, où sont attaqués tour à tour Luther, Bolsec et ceux qui dénient aux magistrats le droit de punir les hérétiques par le glaive. Les ouvrages qu'il laissa sont : *Institutiones theologicæ seu locorum communium christianæ religionis ex Dei verbo et præstantissimorum theologorum orthodoxo consensu expositorum analysis* (Genève, 1602, in-8° ; dern. édit., 1630) ; *Vingt-quatre homélies* ou *Sermons sur l'Oraison dominicale* (Genève, 1604, in-8°).

DUBUC (Guillaume), chimiste français, élève de Baumé et de Lavoisier, né à Sierville (Seine-Inférieure) en 1764, mort en 1837. Il s'est fait connaître par des travaux utiles sur le sucre des fruits, la préparation du cidre, l'analyse des terres arables, l'apprêt des étoffes. On a de lui : *Mémoire de l'encollage des étoffes* (1821, in-8°). Il obtint le prix Montyon ; *Notices chimico-anologiques* (1825, in-8°) ; *Opuscules scientifiques* (1837, in-8°).

DUBUFE (Claude-Marie), peintre français, né à Paris en 1789, mort en 1864. Fils d'un chef d'institution, il reçut une éducation des plus distinguées. Peu s'en fallut qu'il n'embrassât la carrière diplomatique. Nommé, dit M. Barré de Saint-Venant, est précédée d'un résumé de l'histoire du monde depuis Noé, écrit simplement, mais souvent avec chaleur et éloquence, et toujours avec l'accent d'une foi vive. La traduction, en vers alexandrins, du *Livre de la Sagesse*, est faite avec facilité et exactitude, et avec un ton d'antique simplicité exhalant le parfum d'une

Rentré en France le 17 juin 1802, il alla, avec les huit enfants qui lui restaient, se fixer à Vieux-Condé, où il acheta, sous le clocher, une modeste maison couverte de chaume, entourée d'un terrain de six ares. Il supporta avec résignation et courage la pauvreté et les dures humiliations qui ont coutume de l'accompagner. Peu à peu, cependant, il parvint à rentrer dans une faible partie de son ancien patrimoine, qui lui fut rendu à titre d'indemnité. Il passa le reste de ses jours dans l'étude des diverses branches des mathématiques et de l'art militaire, et dans la pratique de la dévotion et de la charité. C'est au retour d'une course de 12 kilomètres, faite à pied, malgré ses soixante-quinze ans, au siége de la compagnie d'Anzin, qu'il se trouva incommodé et mourut le lendemain.

M. Barré de Saint-Venant n'énumère pas moins de vingt-six manuscrits trouvés dans les papiers de Du Buat, portant tous sur divers sujets d'art militaire, de calcul, d'analyse, d'astronomie, de philosophie, etc., etc.

La femme de Du Buat est décédée le 22 janvier 1823, à Antoing, près de Tournay, en Belgique.

DU BUAT (Louis-Joseph, comte), septième fils du précédent, né à Valenciennes le 11 septembre 1767, mort à Hellemmes (Nord) le 7 mars 1839. Reçu élève sous-lieutenant à l'école du génie de Mézières, le 1er janvier 1786, sous le nom de Du Buat de Sasseignies, et nommé aspirant-lieutenant le 1er janvier 1788, il résida, de 1789 à 1791, à Cherbourg, puis à Brest. Capitaine le 8 janvier 1792, il fut envoyé à Montmédy, puis à Longwy. Cette place ayant été prise par les armées coalisées, il émigra en Allemagne, fit une campagne, en 1792, dans l'armée des Princes, et prit part, en 1793, à la défense de Maëstricht.

Rentré en France en 1800, il passa à Saint-Domingue, où il comptait trouver un emploi auprès de Pierre Benezech, qui venait d'être nommé préfet colonial de cette île. Mais Pierre Benezech mourut de la fièvre jaune, qui moissonna une partie de l'armée française d'expédition. Louis-Joseph Du Buat revint en France ; il fut nommé, en 1803, professeur de mathématiques à l'École régimentaire d'artillerie qui venait d'être fondée à Rennes. Il passa, en 1805, en qualité de professeur de mécanique à l'École d'application de Metz. Il fut décoré de l'ordre de Saint-Louis en 1815 et reçut l'autorisation de rentrer comme capitaine dans le corps qui lui était si cher, d'y prendre rang à dater du 8 février 1792. Nommé sous-inspecteur des études à l'École polytechnique, en 1816, il fit partie du conseil d'administration de cette école ; fut décoré de la Légion d'honneur en 1822, et promu au grade de chef de bataillon en 1824. Mis, en 1829, au traitement de réforme, il se retira dans son château d'Helbuisson, où il reçut, en 1832, le brevet de sa retraite de 1,000 fr. Il a laissé un mémoire *Sur le lever des plans et sur la réduction des angles à l'horizon*, qui a été inséré au n° 2 du *Mémorial de l'officier d'artillerie;* trois *Mémoires sur la mécanique*, et plusieurs articles, fournis de 1813 à 1816 aux *Annales de mathématiques* de Gergonne.

Un peu poète, comme tous les Du Buat, bienfaisant, dévoté, Louis-Joseph vit le déclin de sa carrière attristé par une douleur dont il ne se consola pas : la plus jeune de ses filles épousa un protestant !

DUBUC (Guillaume), pasteur de l'Eglise d'Yverdun, mort en 1602. Il fut appelé comme professeur de théologie à Lausanne en 1591. En acceptant cette place, il avait signé une *Confession de foi ce la doctrine de Jésus-Christ*, confession composée de dix-sept articles, où sont attaqués tour à tour Luther, Bolsec et ceux qui dénient aux magistrats le droit de punir les hérétiques par le glaive. Les ouvrages qu'il laissa sont : *Institutiones theologicæ seu locorum communium christianæ religionis ex Dei verbo et præstantissimorum theologorum orthodoxo consensu expositorum analysis* (Genève, 1602, in-8° ; dern. édit., 1630) ; *Vingt-quatre homélies* ou *Sermons sur l'Oraison dominicale* (Genève, 1604, in-8°).

DUBUC (Guillaume), chimiste français, élève de Baumé et de Lavoisier, né à Sierville (Seine-Inférieure) en 1764, mort en 1837. Il s'est fait connaître par des travaux utiles sur le sucre des fruits, la préparation du cidre, l'analyse des terres arables, l'apprêt des étoffes. On a de lui : *Mémoire de l'encollage des étoffes* (1821, in-8°). Il obtint le prix Montyon ; *Notices chimico-anologiques* (1825, in-8°) ; *Opuscules scientifiques* (1837, in-8°).

DUBUFE (Claude-Marie), peintre français, né à Paris en 1789, mort en 1864. Fils d'un chef d'institution, il reçut une éducation des plus distinguées. Peu s'en fallut qu'il n'embrassât la carrière diplomatique. Nommé, dit M. Barré de Saint-Venant, est précédée d'un résumé de l'histoire du monde depuis Noé, écrit simplement, mais souvent avec chaleur et éloquence, et toujours avec l'accent d'une foi vive. La traduction, en vers alexandrins, du *Livre de la Sagesse*, est faite avec facilité et exactitude, et avec un ton d'antique simplicité exhalant le parfum d'une belle âme ; on y trouve peu de poésie, mais du style et de beaux passages, et beaucoup de livres se vendent qui ne la valent pas. »